

## Manque de concertation mais "usine à idées"... Quelle est l'influence de la France en Europe ?



Le président Emmanuel Macron arrive pour un sommet à Bruxelles le 21 mars 2019

[afp.com/JOHN THYS](https://www.afp.com/JOHN THYS)

Le volontarisme d'Emmanuel Macron pour faire voter le plan de relance européen n'aurait-il servi à rien ? Pas plus que ses passes d'armes avec le président turc, Recep Erdogan, au plus fort de la crise méditerranéenne ? La France a beau être la deuxième puissance économique de l'Union européenne (UE) et la seule à disposer d'une armée capable d'intervenir sur tous les fronts, son influence auprès des Vingt-Six n'est pas à la hauteur de son rang. Ce constat, qui ravira les déclinologues, est l'une des conclusions de l'étude menée par le German Marshall Fund (GMF) et la Fondation Bertelsmann auprès de 11 000 Européens, Turcs et Américains, publiée le 7 juin. Seulement 7 % d'entre eux considèrent que l'Hexagone est le pays le plus influent du Vieux Continent - chiffre en baisse depuis l'an dernier. En revanche, 60 % placent l'Allemagne au premier rang.

"À Bruxelles, on compte les choux"

Voilà qui n'est pas de très bon augure, alors que la France prend la présidence de l'UE en janvier prochain. Comment faire avancer les dossiers, si l'on ne pèse pas suffisamment auprès de ses partenaires ? Ce problème remonte à loin, reconnaît Clément Beaune. "Durant plus de vingt ans, les autorités françaises ont laissé à l'abandon les institutions européennes, rappelle le secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes. Nous payons ces années d'inertie."

Très impliquées dans les instances bruxelloises durant les années Delors (1985-1995), les élites françaises ont, par la suite, déserté le terrain. Dans les couloirs de la Commission, on croisait alors des politiciens recasés

[Visualiser l'article](#)

et des pantouflards. "Allez à Bruxelles, vous y compterez les choux", plaisantait-on au Quai d'Orsay. Bref, pas vraiment la rampe de lancement idéale pour sa carrière.

#### Les Allemands font la loi... et les lois

Aujourd'hui, les choses ont changé. La pandémie, mais aussi la défiance de Donald Trump envers ces Européens, plutôt considérés comme des rivaux que comme des alliés, ont remis Bruxelles au premier plan. Plus question d'envoyer au Berlaymont des seconds couteaux défendre les intérêts hexagonaux. Mais reconquérir sa place n'a pas été facile. Maîtres ès lobbies, les Allemands font la loi - et les lois ! - dans les institutions européennes. Ils noyautent les commissions et verrouillent les postes clefs. En 2018, les secrétaires généraux de la Commission, du Parlement et du Service pour l'action extérieure étaient tous allemands - comme les dirigeants de la Banque d'investissement et du mécanisme de stabilité... "Notre réengagement, entrepris en 2017, commence à produire ses effets, assure Clément Beaune. Nous sommes très actifs au Parlement. Mais il faut du temps pour modifier la perception." "Nous sommes sur la bonne voie, mais trois années ne peuvent suffire à rattraper le retard accumulé depuis trop longtemps", renchérit Jérémie Gallon, directeur général Europe du cabinet de conseil géopolitique McLarty Associates. Selon lui, il ne suffit pas d'envoyer quelques politiciens, aussi talentueux soient-ils, pour changer les rapports de force. "À Bruxelles, l'influence se construit dans le long terme. Dans ce contexte, la France aurait tort de sous-estimer le rôle essentiel joué par les fonctionnaires des institutions. Ce sont eux qui font avancer les dossiers et façonnent l'agenda européen."

#### Fonctionnaires parachutés

"Mais elle progresse ! assure Pierre Vimont, qui fut diplomate et représentant de la France auprès de l'UE. Longtemps, Paris parachutait des fonctionnaires à Bruxelles, ce qui n'était pas du tout apprécié par nos partenaires. Aujourd'hui, ils grimpent les échelons et y font carrière, ce qui leur confère davantage de légitimité."

Réinvestir la machine bruxelloise, c'est bien, mais il faut aussi en comprendre les subtilités. La piètre performance hexagonale peut aussi être interprétée comme un "reproche des Européens vis-à-vis d'une forme d'unilatéralisme à la française et d'un manque de concertation", estime Alexandra de Hoop Scheffer, coordinatrice de l'étude et directrice du bureau parisien du GMF.

Plutôt que de chercher le consensus, les Français avancent souvent seuls. Une approche qui, estime Jérémie Gallon, exaspère nos partenaires : "Contrairement aux Allemands qui prennent soin de bâtir des coalitions et trouver des compromis, les Français avancent trop fréquemment sans avoir effectué ce travail de l'ombre. Alors même que nos intuitions sont souvent les bonnes, cela nous conduit à irriter nos partenaires et voir s'opposer à nous des Etats membres qui, sur le fond, sont pourtant d'accord avec nous."

#### Coups de boutoir politiques

En filigrane, une critique : le discours européen est, en France, trop souvent porté par un seul homme. Trop "Macron-centré", l'activisme hexagonal manque de relais... mais aussi de modestie, entend-on souvent à Bruxelles. "Oui, c'est vrai, les Français sont arrogants, soupire Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman. Mais il ne se passerait pas grand-chose en Europe s'ils ne donnaient pas ces coups de boutoir politiques..." Et de remarquer que les concepts macroniens "d'Europe puissance" et "d'autonomie stratégique", qui suscitaient au départ une certaine réserve, sont aujourd'hui au coeur des discussions - Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, ne les a-t-elle pas repris à son compte lorsqu'elle a évoqué, en septembre 2020, l'émergence d'une "Europe géopolitique" ?

www.lexpress.fr  
Pays : France  
Dynamisme : 54[Visualiser l'article](#)

### Usine à idées

"Après tout, la vocation de la France n'est-elle pas d'être cette 'usine à idées' capable de faire avancer le projet européen ? avance Pierre Vimont. Peu de pays jouent ce rôle, pas même l'Allemagne." Dans sa biographie d'Angela Merkel, qui vient de paraître aux éditions des Arènes, Marion Van Renterghem - chroniqueuse à L'Express - évoque cette scène de 2016 où l'ancien directeur de l'Organisation mondiale du commerce, Pascal Lamy, supplie la chancelière, pour relancer le projet européen, alors en panne, de lui "donner une vision, une narration". Peine perdue. "Ne me demandez pas de devenir le chantre de l'Europe, lui répond-elle. Je ne sais pas faire."